

Cela donne à réfléchir car comment un peuple qui n'a pu s'organiser pour combattre un régime qui le laissait croupir dans la plus abjecte misère pourra-t-il jamais se mobiliser, avec toute la discipline que cela implique, pour gagner la bataille de la démocratisation et du développement?

Les événements des dernières semaines, entre autres la démission de Me Gérard Gourgue de son poste de ministre de la Justice ainsi que les violentes manifestations dans les rues de Carrefour et du centre de Port-au-Prince où des milliers de citoyens, que les autorités soupçonnent déjà d'être manipulées par des "éléments subversifs", ont réclamé la destitution des personnalités liées à l'ancien régime et la tenue d'élections générales, ne laissent présager rien de bon. D'autant plus que le Conseil National de Gouvernement ne manifeste que peu d'empressement à annoncer un scrutin général, faisant même état d'un délai de quelques années . . . Il est vrai que les militaires, même animés des meilleures intentions, n'ont jamais vraiment fait figure de démocrates, pas plus en Haïti que dans n'importe quel pays du monde.

Si les incidents liés à la misère et à l'impatience se multiplient, comme il est plausible de le croire, il est probable que le régime va se radicaliser, invoquant l'absolue nécessité de protéger la loi et l'ordre pour faire taire les plus bruyants . . .

Mais même si des élections générales ont lieu comme l'a promis le général Namphy, quelle figure émergera du chaos politique actuel? Car peu importe qui sera éventuellement élu à la Présidence de la République, la tentation d'avoir recours à un "homme fort" pour "maîtriser la situation" n'en subsistera pas moins . . .

Et ce Président démocratiquement élu par des masses analphabètes ne risquera-t-il pas, compte tenu des réflexes ataviques, de se transformer à son tour en un tyran ne tolérant aucune contradiction, comme ce fut justement le cas du Dr. François Duvalier, pourtant l'espoir des progressistes en 1957? On peut le craindre d'autant plus que la méfiance qui imprègne les rapports sociaux en Haïti et qui, comme d'ailleurs le formidable complexe de persécution qui nourrit à son tour une paranoïa souvent délirante, touche beaucoup de gens, les "grands nègres" comme les humbles portefaix.

Bien sûr, il y a de l'espoir: la campagne nationale d'alphabétisation que vient de lancer l'Episcopat et dont le but est d'extirper totalement l'analphabétisme d'ici cinq ans; l'aide de la diaspora, qui n'est pas non plus négligeable, tant en rentrées de devises qu'en investissements humains; la bonne volonté également de centaines de milliers d'hommes et de femmes qui veulent s'en sortir, manifeste dans leur désir farouche de ne plus jamais revivre d'aussi lamentables années et de développer au maximum les ressources du pays.

Mais le problème, c'est qu'entre vouloir et pouvoir, il y a un fossé. Un fossé aussi large et aussi profond que celui qui existe entre les 2 000 familles disposant de revenus annuels de plus de 90 000\$ et les centaines de milliers de Madame Sidouane du pays. □